

La Fourmi et la Cigale, métaphore de l'iceberg qui nous menace.

Bernard Paraque, économiste.

Toutes les sources sont dans <https://www.septentrion.com/fr/livre/?ISBN13=9782757411247> .

Il est fascinant de lire et d'entendre tous les commentaires sur la nécessité de plus travailler (débat sur les 35 hs, réforme des retraites, jour de carences en cas de maladie, promotion du travailler plus longtemps « comme » nos voisins, réduction/allègements des « charges » sociales pour inciter à l'emploi/embauche, exonération de charges pour les CDI Seniors un comble au moment où l'enjeu est le financement du système de retraite...) alors qu'un silence sidéral entoure le capital.

Au vu de tout ce bruit, quel est le signal utile ? Il semblerait que la fourmi contemporaine, celle du travail, soit celle à qui on demande encore plus alors que la cigale continue de danser et de chanter sur les marchés financiers. La partition qu'elle suit, la composition même qui date des années 70, est celle de la capitalisation boursière, de la création de valeur actionnariale au rythme de la maximisation de celle-ci et du versement présent et futur des dividendes. Elle n'a aucune rationalité si ce n'est celle des algorithmes. Il ne s'agit que de croyances bâties sur l'illusion que ce qui a été observé jusqu'à présent perdure ou que ce qui est annoncé se réalisera. C'est un acte de foi.

Il est fascinant de constater à quel point tout est fait pour que la réalité de la dureté de la vie quotidienne, pour l'immense majorité des populations, soit totalement déconnectée des croyances, des prétentions, des actes de foi qui la déterminent : croyances dans un avenir qui doit toujours rapporter plus, prophéties suivies, dans le pire des cas seconde par seconde, sur les écrans des marchés financiers, dans l'attente de gains toujours plus importants (il suffit de lire la presse financière) à travers les performances boursières, la distribution de dividendes ou encore le rachat d'actions.

Pourtant avec maintenant plus de 50 ans d'expériences, nous ne pouvons que constater que les croyances antérieures ne sont pas réalisées malgré les crises financières que nous avons vécues. Au contraire, cette foi en la finance se traduit par une dégradation de l'environnement sans précédent (voir la situation à Lahore par exemple), des crises écologiques, sociales, politiques et culturelles, des famines, des sécheresses, des guerres faisant fuir de chez elles des populations de manière continue. Le meilleur des mondes de la finance libérale n'est que drame et absence de perspectives pour l'immense majorité des êtres humains de la planète, en exacerbant en outre la xénophobie, le repli sur soi, la peur de l'autre, l'égoïsme...

Le monde de la cigale, contrairement aux apparences et à ce qu'on veut nous faire croire, est celui du capitalisme. C'est-à-dire une manière particulière d'organiser le vivre ensemble et le travail nécessaire à nos sociétés. Son paradigme est celui de la création de valeur actionnariale et plus exactement, la maximisation de la valeur actionnariale. Le chant de la cigale, comme celui des sirènes, est celui de la croyance, avec toute sa liturgie, que l'accroissement de la valeur actionnariale permet de choisir les meilleurs investissements pour la société, pour notre collectif. Qui peut encore y croire ? Personne. Qui a intérêt à maintenir cette croyance ? Ceux qui par le biais des rapports de force économiques et financiers dictent aux fournisseurs leur politique de prix et leur choix d'investissement (pour investir il faut convaincre les prêteurs et donc répondre à leurs

attentes/croyances). Ceux qui, par le contrôle de l'offre de travail, imposent une organisation du travail et donc une manière particulière de produire et de consommer.

La complexité du problème est que nous sommes tous un peu des cigales quand nous recherchons le prix le plus bas et donc faisons pression sur les marges des petits producteurs ; quand nous demandons moins de prélèvements et donc en jouant contre nous-mêmes en remettant en cause la qualité des services publics ; quand nous dénonçons comme profiteurs les quelques tricheurs parmi les plus faibles (ce qui ne veut pas dire intelligents) alors que les vrais profiteurs n'ont pas la peine de tricher. Mais nous ne sommes cigale qu'un peu, car les fourmis que nous sommes n'ont pas la maîtrise des règles et des leviers d'action qui font fonctionner le système.

Ainsi les grands discours concernant la réduction du « coût » du travail, des prélèvements sociaux, ne visent pas à améliorer le pouvoir d'achat mais bel et bien à accroître le transfert de valeur en faveur des actionnaires. C'est un peu comme un iceberg, nous sommes obnubilés par la partie émergée alors que tout se passe au niveau de ce qui est immergé. On met en musique, le travail, et on oublie le compositeur, le capital.

Ici, un peu de comptabilité s'impose. Une entreprise vend sa production. C'est son chiffre d'affaires (pas de stocks pour simplifier) qui va servir à payer ses fournisseurs de matières premières, de produits semi-finis à assembler, de services divers et variés et des taxes de production. Ceux-ci payés, il reste la valeur ajoutée qui sert à rémunérer le travail (salaires et prélèvements sociaux, les frais de personnel) et le capital (intérêts, dividendes et investissements). Quant il est affirmé qu'il faut réduire les « charges » sociales pour rendre du pouvoir d'achat aux salariés c'est un marché de dupes. En effet, la rémunération du travail a deux composantes : un salaire direct net, et un salaire, appelé cotisations sociales, que l'on peut qualifier de différé ou de précaution : cotisations chômage, assurance maladie, retraite.... Il s'agit dans tous les cas de la rémunération du travail, ce qu'on appelle les frais de personnel, versée de manière différée et solidaire. Par conséquent, ces réductions de « charges » sociales vise à transférer le gain réalisé vers la marge de l'entreprise, son profit, et consiste en un marché de dupes puisque forçant les salariés à renoncer à une partie de leur rémunération qu'il faudra bien pallier, à un moment ou un autre, pour financer notre système de protection sociale.

Bref, tant que la logique dominante et exclusive de la création et maximisation de la valeur actionnariale fondée sur la croyance irrationnelle d'une croissance financière inépuisable, hors toute rationalité, ne sera pas contestée dans les actions et décisions politiques, il sera impossible de répondre aux défis qui s'imposent à nous. Il ne s'agit pas de nier le rôle et l'importance de la finance, il s'agit de la remettre à sa place en contestant les critères qui fondent actuellement l'allocation des ressources.

La théorie du ruissèlement ne vaut que pour les contraintes et les conséquences négatives qui pèsent sur notre vie quotidienne et qui, gravité oblige, vont toujours du haut des privilèges vers le bas des laborieux. On se défause sur plus faible que soit. La dureté du quotidien ne résulte pas de ceux qui sont plus faibles et subissent la dureté de leurs conditions de vie. Elle est celle d'un système organisé pour et en vue de faire toujours plus de valeur, d'argent. Les fourmis sont les seules à ne pas pouvoir apprécier le chant des cigales, seuls les Picsous de la planète peuvent danser dans leur piscine d'or, d'actions et autres titres, comme le montre l'argent que déversent les E. Musk de la planète quand leurs intérêts sont en jeux.